

THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

Michel Rocard : quels héritages pour la politique française ?

Publié: 1 juillet 2026, 17:23 CEST



L'ancien premier ministre français Michel Rocard à Paris, le 22 décembre 2010. Joël Saget/AFP

<https://theconversation.com/michel-rocard-quels-heritages-pour-la-politique-francaise-283918>

Il y a dix ans, le 2 juillet 2016, disparaissait Michel Rocard. Le décès du héraut de la « deuxième gauche » a fermé un chapitre de l'histoire de la gauche socialiste française. Que subsiste-t-il du rocardisme dans le paysage politique actuel ?

L'opposition entre Michel Rocard et François Mitterrand ne fut pas seulement un duel d'ambitieux. L'histoire de Michel Rocard est un combat pour une certaine idée de la gauche. Malgré une fluctuation dans le rapport de force contre les mitterrandistes et une mue idéologique évoluant de l'autogestion à la social-démocratie, jamais Michel Rocard et les rocardiens n'ont abjuré leur identité si particulière, celle de la « deuxième gauche ».

À lire aussi : Que reste-t-il de la « deuxième gauche » ?

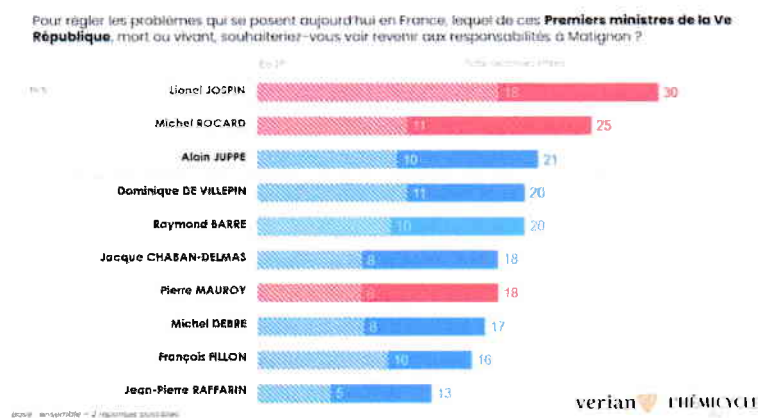
La deuxième gauche

La naissance de cette idée remonte au congrès du PS organisé à Nantes en juin 1977. Michel Rocard y théorise l'existence de deux gauches, se plaçant lui-même dans la deuxième gauche réformatrice contre la première gauche qu'il juge « archaïque ». Cette première gauche serait centralisatrice, inspirée par le jacobinisme et le marxisme-léninisme, privilégiant le rôle de l'État, la seconde, héritière de Jaurès et Proudhon, serait plus attachée aux forces sociales, plus décentralisatrice et privilégierait la transformation sociale par ceux qui sont concernés. Une transformation qui ne serait pas seulement l'œuvre de l'État mais aussi, des acteurs sociaux, notamment les syndicats. C'est cela qui explique, entre autres, la proximité entre Michel Rocard et Edmond Maire, meneur de la CFDT entre 1971 et 1988. On peut également citer l'influence intellectuelle de cette sphère syndicale réformatrice, en premier lieu, l'ancien conseiller d'Edmond Maire, Pierre Rosanvallon, que l'on pourrait qualifier de cheville intellectuelle de la « rocardie ».

Dix ans après le décès de Michel Rocard, dans un contexte où la gauche socialiste, questionnée sur son rapport avec l'extrême gauche, fait face à des défis existentiels majeurs, se pose la question de son legs et de celui de son courant au patrimoine politique et, par conséquent, de la place du rocardisme dans la vie politique française, sous un avatar ou un autre.

Une réalité est indubitable. Michel Rocard s'est taillé une place au Panthéon de la gauche et dans la mémoire des Français, comme en atteste un sondage en octobre 2025. À la question « Pour régler les problèmes qui se posent aujourd'hui en France, lequel de ces premiers ministres de la V^e République, mort ou vivant, souhaiteriez-vous voir revenir aux responsabilités à Matignon ? », 25 % des Français ont cité Michel Rocard, derrière Lionel Jospin (30 %) et devant Alain Juppé (21 %).

Dans une époque politique troublée, avec une Assemblée nationale éclatée, des gouvernements vacillants et des repères effacés, le nom de Michel Rocard semble donc faire résonner le temps de la stabilité et des Hommes d'État.



D'après ce sondage mené en 2025, les Français aimeraient voir revenir des premiers ministres de gauche à Matignon. L'analyse conclut : « Derrière le souvenir des grands hommes, c'est une demande de stabilité et de clarté qui s'exprime. » Verian/L'Hémicycle

Les derniers fidèles, gardiens de la mémoire rocardienne

L'aventure politique de Michel Rocard fut une aventure collective. La *rocardie*, comme organisation politique, s'étend sur plusieurs générations, des débuts de la décennie 1960 jusqu'à la fin des années 1990. Les lieutenants rocardiens emblématiques se retirent progressivement de la vie politique à partir des années 2000, tel Jean-Pierre Sueur quittant le Sénat en 2023. Par ailleurs, plusieurs fidèles rocardiens sont décédés, comme dernièrement l'ancien secrétaire d'État Tony Dreyfus ou Louis Besson, ancien ministre et maire de Chambéry. Par contre, on ne peut que souligner le retour spectaculaire de Catherine Trautman, figure de la rocardie des décennies 1980 et 1990. Elle est réélue maire de Strasbourg le 22 mars 2026 dans une alliance avec un candidat de centre-droit, battant la maire sortante écologiste alliée à LFI... 25 ans après avoir perdu son fauteuil de maire ! Les rocardiens encore en activité aujourd'hui sont globalement issus de la dernière génération, celle qui a milité pour Michel Rocard comme engagement de jeunesse, à l'instar d'Olivier Faure, premier secrétaire du PS depuis 2018.

Même si les rocardiens ne sont plus une force organisée capable d'influencer la vie politique, il existe encore un temple de la rocardie : l'association MichelRocard.org. Présidée par Jean-François Merle, ancien collaborateur du premier cercle de Michel Rocard, son conseil d'administration compte nombre de noms sans qui l'aventure rocardienne n'aurait pas été possible (Robert Chapuis, Gérard Lindeperg, Pierre Zémor, Alain Bergounioux...). Autant de parcours qui illustrent la pluralité des cheminements, avec des rocardiens demeurés au PS (Michel Destot...) et des rocardiens ayant évolué dans d'autres réseaux, comme Éric Lombard devenu ministre de l'Économie du gouvernement Bayrou. Ses collections numérisées sont une trace de l'héritage intellectuel, politique et philosophique de Michel Rocard.

De dissidence à référence

Dès leur entrée au PS en 1974, Michel Rocard et ses fidèles sont affublés d'une sombre réputation, celle d'être de faux socialistes. Leurs opposants internes ont fait preuve d'une certaine créativité pour dénoncer cette prétendue duplicité, ce « déviationnisme droitier », pour reprendre une expression de Jean-Pierre Chevènement, figure de l'aile gauche du PS. Ainsi, Michel Rocard reçut le corrosif surnom de « Rocard d'Estaing » par le député socialiste Jean Poperen, manière de dépeindre le héraut de la deuxième gauche comme le reflet raté du président Giscard d'Estaing. « Le rocardisme voilà l'ennemi », avait même clamé le député chevènementiste Pierre Guidoni.

Michel Rocard était donc, selon ses détracteurs, la synthèse de tout ce qui trahissait et affadissait la gauche : le réformisme, l'influence supposée de valeurs chrétiennes... L'idée de proximité entre Michel Rocard et une certaine droite fut alimentée par ce qu'on a appelé « l'ouverture », c'est-à-dire la nomination de ministres de centre-droit après la réélection de François Mitterrand en 1988. S'il est bien le premier chef de gouvernement à la réaliser, cette pratique a perduré dans les gouvernements dirigés par ses deux successeurs socialistes, Édith Cresson, puis Pierre Bérégovoy. En réalité, l'ouverture n'était pas le dessein personnel de Michel Rocard mais celui de François Mitterrand, qui a joué sa réélection de 1988 sur l'idée de dépasser les frontières de la gauche. C'est tout le sens de son slogan « La France unie » et de sa Lettre à tous les Français.

Après l'échec de Michel Rocard aux élections européennes de 1994 et son effacement de la scène politique nationale, le rocardisme s'est dilué dans d'autres clivages internes au PS. Pour Robert Chapuis, fidèle compagnon de route et secrétaire d'État au ministère de l'éducation nationale entre 1988 et 1991 :

« Après 1995, ça n'était plus possible. Le monde était différent. Il y avait bien des personnalités mais pas de référent possible. Le rocardisme, par définition, est mort avec Michel Rocard. »

Pour autant, certains rocardiens considèrent que Michel Rocard a remporté une victoire posthume. C'est le cas de Jean-François Merle, ancien collaborateur du premier cercle de Michel Rocard, qui estime que « la deuxième gauche a gagné une partie de la bataille culturelle ». Jean-Paul Huchon, ancien directeur de cabinet de Michel Rocard, souligne le paradoxe entre sa « quasi-disparition » et le fait que la ligne rocardienne soit devenue le « patrimoine commun de la gauche, socialiste et au-delà ». Il est vrai que les valeurs de la social-démocratie, dont Michel Rocard s'est précocement revendiqué à partir de 1991, ont irrigué une part croissante du PS au cours des dernières décennies.

Des réformes marquantes

Par ailleurs, les idées et l'action de Michel Rocard ont entraîné l'adoption de réformes soit encore en vigueur aujourd'hui, soit présentes sous une autre forme :

- La contribution sociale généralisée (CSG), créée en décembre 1990 par le gouvernement de Michel Rocard pour contribuer au financement de la Sécurité sociale. Depuis 2018, elle sert aussi à financer l'assurance chômage.
- La réforme des Postes, télégraphes et téléphones (PTT), adoptée par le Parlement en décembre 1990, qui sépare cette ancienne administration en deux entreprises : la Poste et France Télécom, renommée Orange en 2013.
- Le revenu minimum d'insertion, instauré par la loi du 1^{er} décembre 1988 à l'initiative du gouvernement de Michel Rocard. Il prévoyait de garantir à chacun un seuil de ressources minimum et d'obtenir une allocation minimum d'insertion en contrepartie d'un engagement à participer à des actions d'insertion. Il est remplacé en 2009 par le Revenu de solidarité active (RSA).

La consécration d'un homme d'État

Le dossier de la Nouvelle-Calédonie est probablement une des plus illustres réussites de Michel Rocard. Alors premier ministre, il est parvenu à pacifier les tensions violentes qui déchiraient l'île entre indépendantistes et loyalistes. Les accords de Matignon, signés le 26 juin 1988, complétés le 20 août par les accords d'Oudinot, ont jeté les bases d'une gestion applaudie, fondée sur la concertation et le dialogue. Les hommages rendus à Michel Rocard au moment de son décès sont particulièrement vifs sur le Caillou. Philippe Gomès, qui a occupé de très nombreuses fonctions dans l'exécutif local, publie un communiqué dans lequel il rend hommage à « l'homme de la renaissance calédonienne » et à « la méthode Rocard ». Encore aujourd'hui, les expressions « style Rocard » ou « méthode Rocard » sont utilisées, voire revendiquées, notamment par les figures politiques qui ont dû gérer les réminiscences de tensions en Nouvelle-Calédonie.

Pour les rocardiens, cette méthode, axée sur la modernisation de l'État et le sérieux de l'action publique, n'a pas vocation à s'appliquer exclusivement au cas de la Nouvelle-Calédonie mais doit être une attitude permanente, un héritage à saisir pour faire de la politique autrement.

INA Société



Regarder sur

Archives de l'INA dressant le bilan des accords de Matignon dix ans plus tard ; accords conclus grâce à la « mission de dialogue » envoyée par le gouvernement Rocard.

Emmanuel Macron et Édouard Philippe revendiquent l'héritage

La question de l'héritage en politique délicate, comme évoqué, Michel Rocard n'a jamais désigné de successeur. Cela n'a pas empêché des figures politiques nationales de se revendiquer, avec plus ou moins d'intensité, de Michel Rocard, ou au moins de s'en inspirer.

Au moment du décès de Michel Rocard, Emmanuel Macron, alors candidat à l'élection présidentielle, fait partie de ceux qui rendent hommage au héraut de la deuxième gauche. Il rend hommage à un « précurseur » dont il faut poursuivre l'action. En 2017, Jean-Paul Huchon publie un ouvrage en hommage à Michel Rocard. La préface est de la main d'Emmanuel Macron. Il y affirme ressentir le « besoin » d'être fidèle à Michel Rocard, et « à ce qui lui survit, c'est-à-dire à sa façon d'aborder les enjeux de notre temps, à cette rectitude intellectuelle et morale, à ce souci qu'il avait de vouloir réconcilier la politique avec le réel ». Une profession de foi rocardienne que lui conteste Manuel Valls, à l'époque lui aussi tourné vers l'élection suprême, et engagé dans les réseaux rocardiens depuis 1980, et qui revendique toujours son attachement et sa filiation à Michel Rocard.

On pourrait citer également Édouard Philippe. Aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle et représentant d'une certaine droite, il n'en assume pas moins un engagement de jeunesse rocardien et une fascination pour des figures de gauche comme Léon Blum, Pierre Mendès France, Michel Rocard, reliés selon lui par « l'exigence du niveau du discours public ». En dépit de cette évolution, Édouard Philippe reste très attaché à la figure de Michel Rocard et s'est efforcé de marcher dans ses pas lors de son passage à Matignon, surtout au moment de récupérer le dossier de la Nouvelle-Calédonie pour préparer la consultation de novembre 2018.

Ainsi, au-delà des différences de parcours, des évolutions personnelles, l'influence de Michel Rocard transcende les clivages contemporains. Encore aujourd'hui, dans un contexte difficile où les repères sont parfois flous, Michel Rocard demeure un modèle solide pouvant inspirer la politique moderne.

Matthieu Cabanis est l'auteur de la Galaxie rocardienne. Racines, odyssée et reliques d'une aventure politique, Presses universitaires de Bordeaux, mai 2026.

Matthieu Cabanis

Docteur en Histoire politique contemporaine, Université Bordeaux Montaigne

DOI

<https://doi.org/10.64628/AAK.pkjjs6cdx>